



SP Frauen Schweiz
Femmes socialistes suisses
Donne socialiste svizzere

Berne, 6 septembre 2011

Sortons du nucléaire pour entrer dans une nouvelle ère !

Maria Roth-Bernasconi, conseillère nationale (GE), co-présidente des Femmes socialistes suisses

Malgré l'horreur suscitée par la catastrophe de Tchernobyl, la Suisse et le monde se sont obstinés dans la voie du nucléaire avec, pour terrible conséquence, la tragédie de Fukushima. Le dicton nous affirme « jamais deux sans trois ». Nous voulons et devons le démentir en mettant concrètement en œuvre une stratégie active et maîtrisée de sortie du nucléaire. Ce n'est pas un effet de mode : le PS demande cette sortie depuis des décennies déjà.

Au plan suisse, nous voulons une loi qui interdise toute nouvelle construction de centrale nucléaire, et qui vise l'arrêt progressif des cinq centrales actuelles, en commençant par les plus vieilles, d'ici 2025. Puisque cette sortie du nucléaire doit évidemment déboucher sur une alternative viable, nous voulons aussi développer les énergies renouvelables comme celles du soleil, du vent, de la biomasse et du sous-sol, notamment en favorisant les investissements et en modernisant les réseaux électriques. Et, en parallèle, nous voulons améliorer l'efficacité énergétique, afin de gagner un cinquième de la consommation électrique actuelle. Rendez-vous compte qu'à lui seul, le remplacement des appareils trop gourmands et des chauffages inefficaces permettrait de se passer de toutes les centrales nucléaires ! A Berne, les socialistes ont déposé une motion et une initiative parlementaire pour demander la loi sur la sortie du nucléaire. D'ici son adoption, nous travaillons dans le cadre des lois existantes pour remplacer les chauffages électriques, encourager les investissements dans les énergies renouvelables en déplaçant le rachat du courant renouvelable et instaurer un fonds d'efficacité énergétique. Sans oublier notre initiative Cleantech, qui exige que la Suisse s'oriente vers un approvisionnement entièrement renouvelable, ce qui permettrait aussi de créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois, un aspect non négligeable en ces temps de crise. Reste, pour la droite, à aller au-delà des mots, et à voter les mesures que nous proposons. Il y a de quoi être sceptique : pour rappel, la droite soutenait le come-back de l'atome en Suisse avant Fukushima, qui s'est traduit, en 2008, par trois projets de nouvelles centrales !

Même en admettant que la droite nous suive vers cette sortie du nucléaire –et il le faut absolument!-cet objectif n'a aucun sens sans action concertée avec les pays voisins de la Suisse : nous avons malheureusement pu constater que la radioactivité ne s'arrête pas aux frontières politiques. C'est pourquoi, en résonance avec l'interpellation déposée au Grand Conseil par Salima Moyard, j'ai demandé au Conseil fédéral ce qu'il entreprend pour inciter le gouvernement français à arrêter la centrale nucléaire du Bugey, à 80 kilomètres de Genève. Il m'a été répondu que la collaboration dans le cadre de la Commission franco-suisse de sûreté nucléaire et de radioprotection (CFS) a notamment pour buts la protection en cas d'urgence, ainsi que des inspections communes des installations nucléaires. En outre, les 143 centrales de l'UE ont été ou seront soumises à des tests de résistance d'ici la fin de cette année. Mais nous refusons d'attendre un nouveau cas d'urgence ! Le Conseil fédéral lui-même se dit « conscient de la nécessité de renforcer les débats sur les centrales nucléaires et la sécurité à l'échelon

international et (...) disposé à aborder ces thèmes dans ses contacts avec les représentants du gouvernement français. »

Pour l'inciter à passer de la parole aux actes, je compte déposer un texte à la session de septembre, qui demande au Conseil fédéral de mieux collaborer avec les autorités françaises, mais aussi de mieux informer les autorités locales, notamment genevoises. Le Conseil fédéral reçoit en effet des informations régulières concernant la centrale du Bugey ainsi que le futur centre, également dans le Bugey, d'entreposage de déchets radioactifs provenant en partie du démantèlement de Creys-Malville. Des sujets essentiels pour la population genevoise, dont les autorités politiques doivent être tenues, c'est le cas de le dire, au courant ! L'obtention d'informations sur l'évolution du démantèlement de la centrale de Creys-Malville pourrait aussi contribuer à un dialogue plus profond avec la France sur la question de l'énergie nucléaire et l'opportunité d'en sortir.

Cette opportunité est aujourd'hui évidente. D'un côté, nous avons une énergie dangereuse, productrice de déchets dont on ne sait que faire, et couplée à des énergies fossiles, qui reposent sur de la matière morte et qui, lentement, tuent la planète. De l'autre côté, nous avons des énergies de vie, qui en outre favorisent l'emploi et font baisser, à plus long terme, la facture d'électricité. Alors sortons du nucléaire pour entrer dans une nouvelle ère : celle d'une énergie saine, sûre et renouvelable !